

REPUBLIQUE FRANCAISE PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REFECTION DES MENUISERIES EXTERIEURES DE LA PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE (T3) CORPS DE BATI PRINCIPAL CLASSE MH

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES GENERALITES. CCTP G

Architectes

Atelier M architecture
mandataire

Djalil MOKRANE

Architecte DPLG - Urbaniste

Architecte DPLG

Bureau d'études



SOMMAIRE :

1. PRESENTATION DU PROJET	3
2. INTERVENANTS	3
3. LISTE DES CORPS D'ETAT	3
4. ADMINISTRATIF	4
4.1. CCTP	4
4.2. PLANS	4
4.3. D.P.G.F.....	4
4.4. PRIX	4
4.5. FRAIS INCLUS	5
4.6. VISITE DES LIEUX	5
4.7. COMPTE PRORATA	5
5. ORGANISATION DES ETUDES	6
5.1. ETUDES PREPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS	6
5.2. COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS	6
5.3. PLANNING	6
5.4. CONTRAINTES LIEES AU SITE	6
5.5. PLANS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE	6
5.6. PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)	7
5.7. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)	7
5.8. GRAVOIS - NETTOYAGE	7
6. ORGANISATION DU CHANTIER	7
6.1. PLANS D'ORGANISATION DU CHANTIER	7
6.2. PREPARATION ET SECURITE	7
6.3. SECURITE SANITAIRE ET PANDEMIES	8
6.4. DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX	10
6.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
6.6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
6.7. PANNEAU DE CHANTIER	10
6.8. PRECHAUFFAGE DES LOCAUX : SANS OBJET	10
6.9. GARDIENNAGE	10
6.10. RESERVATION - SCELLEMENT	10
6.11. CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX	11
6.12. EXIGENCES DU SITE	11
7. NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS	11
7.1. D.T.U.	11
7.2. NORMES AFNOR – REEF	12
7.2.1. AGREMENT C.S.T.B.....	12
7.2.2. AGREMENT PAR LE MAITRE D'ŒUVRE	12
7.2.3. REFERENCE DES PRODUITS	12
7.2.4. TOLERANCE	12
7.2.5. BUREAU DE CONTROLE	12
8. RECEPTION DE L'OPERATION	12
8.1. EVACUATION GENERALE	12
8.2. RECEPTION	12
9. FDES : FICHES DE DECLARATION ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES	14

1. PRESENTATION DU PROJET

Le projet consiste en la réfection de certaines menuiseries extérieures de la Préfecture de Lot-et-Garonne située Place de Verdun 47 000 à Agen.

Les travaux ont pour objectif l'entretien, l'amélioration et le remplacement ponctuel des menuiseries extérieures, il s'agit d'une opération d'entretien courant et occasionnel, à savoir :

Ces travaux comporteront plusieurs volets techniques :

- 1 La réparation des baies existantes conservées comprenant une mise en jeu générale (bois et quincaillerie), mise en place de joint d'étanchéité pvc en atelier, remplacement des carreaux de simple vitrage par du vitrage de 4 mm d'épaisseur posé à bain de mastic (il sera prévu un léger approfondissement des feuillures des petits bois existants), compris toutes les sujétions de peinture des ouvrages.
Amélioration du confort acoustique 10 % au mieux et thermique des occupants.

- 2 Le remplacement des baies existantes simple vitrage qui sont voilées par des menuiseries bois neuves avec joints d'étanchéité (baies avec des proportions et caractéristiques proches des existantes conservées) avec vitrage épais sur les façades classées, compris récupération des accessoires de quincaillerie et volets et ébrasements bois intérieurs), compris toutes les sujétions de peinture des ouvrages.
Amélioration du confort acoustique 10 % au mieux et thermique des occupants.

La réparation des baies sera privilégiée.

2. INTERVENANTS

MAITRE DE L'OUVRAGE :

PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE

Place de Verdun – 47 000 Agen

Tel : 05 53 77 61 28 – Mail : franck.monfort@lot-et-garonne.gouv.fr

ARCHITECTE MANDATAIRE:

Atelier **M** architecture

9, rue Béranger - 47000 AGEN

Téléphone : 09 53 16 62 25 - Mob : 06 14 17 88 21

Mail: atelierm9@gmail.com

BUREAUX D'ETUDES:

-

BUREAUX DE CONTROLE:

En cours de désignation.

CSPS:

ELYFEC – Agence de Bordeaux

32, Allée de Boutaut – CS 80112

33 070 Bordeaux Cedex

Téléphone : 07 60 85 80 59 - Mob : 06 08 02 65 75

Mail : frederic.vilmen@elyfec.fr

3. LISTE DES CORPS D'ETAT

LOT UNIQUE: MENUISERIES EXTERIEURES BOIS

4. ADMINISTRATIF

Les documents remis aux entreprises, lors de l'appel d'offres, reflètent l'importance des travaux à exécuter. En cas de contradiction entre les différents documents, d'omissions ou d'erreurs, l'Entrepreneur en référera au Maître d'Œuvre avant la remise de son offre faute de quoi il en sera responsable et ne pourra se dispenser d'exécuter intégralement les ouvrages.

4.1. CCTP

Le présent C.C.T.P. définit par corps d'état et par catégorie d'ouvrage les travaux nécessaires à la bonne réalisation du projet. Il forme un ensemble qui rend solidaires tous les entrepreneurs appelés à coopérer à sa construction et doit être connu dans sa totalité par chacune des entreprises traitantes afin que nulle incohérence n'existe entre elles.

Toutes les dispositions précisées au C.C.T.P., ainsi que sur les plans, devront être respectées tant en ce qui concerne le mode de construction que le choix des matériaux et type de matériel.

La description des ouvrages n'est pas limitative. Les entrepreneurs devront prévoir l'intégralité des travaux nécessaires et indispensables au complet achèvement de la construction projetée et ce conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.

Chaque entreprise devra apprécier les sujétions et incidences que les ouvrages des autres corps d'état pourraient avoir sur ses propres ouvrages

Les entreprises devront également, de par leurs connaissances professionnelles, suppléer aux détails qui pourraient être omis ou mal formulés dans le présent CCTP et documents graphiques.

4.2. PLANS

L'entrepreneur doit la vérification de toutes les côtes portées sur les plans, s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble et de détail et le cas échéant informer le Maître d'œuvre des omissions, erreurs ou anomalies qu'il aurait pu constater.

Seul l'auteur du projet est habilité à communiquer aux entreprises les cotes manquantes ou à apporter les corrections nécessaires aux éventuelles erreurs de cotation.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents graphiques.

4.3. D.P.G.F.

Le DPGF joint au dossier de consultation des entreprises, sert en tant que de besoin de complément au CCTP en matière de définition ou de précision se rapportant aux diverses natures d'ouvrages. A ce titre il doit être considéré, uniquement dans le libellé, comme annexe contractuelle. Par contre, malgré le sérieux apporté aux calculs, les entreprises ont un devoir de contrôle sur les quantités proposées dans ce document à titre purement indicatif et sans valeur contractuelle.

Aucune indemnité ne sera accordée aux entreprises pour des erreurs ou omissions relevées en cours de chantier. Elles seront considérées comme seules responsables et devront la réalisation complète et totale de leurs travaux.

4.4. PRIX

Les prix proposés par l'entrepreneur sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux : échafaudages, contreventements, renforts, reprise en sous œuvre, etc..., ainsi que les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfices.

Aucun supplément ne sera admis pour les travaux à reprendre ou à refaire à la suite d'une mauvaise exécution ou mauvaise interprétation de l'entreprise.

Sauf stipulation contraire du C.C.A.P. les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.

La décomposition du prix forfaitaire, proposée par l'entreprise, sera établie en respectant les articles du présent CCTP. Toutefois, pour permettre une meilleure appréciation du prix des ouvrages, l'entreprise pourra éventuellement décomposer les articles en sous-articles.

4.5. FRAIS INCLUS

Sauf stipulations contraires du CCAP et des CCTP, l'entreprise titulaire du **lot unique : Menuiseries extérieures bois** doit prévoir dans son offre toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien des installations de chantier communes clôtures, protections accès, entre autres), les dispositions nécessaires et la remise en état éventuelle de la voie publique d'accès.

4.6. VISITE DES LIEUX

Toutes les entreprises sont réputées avoir, par une visite sur place avant remise de leur offre, pris connaissance parfaite des lieux et vérifié que les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution, qualité et prix des ouvrages à exécuter, sont prévues dans leur offre.

Cette reconnaissance doit permettre aux entrepreneurs de vérifier l'accès du chantier, les possibilités de stockage des matériaux et matériels, l'état du terrain, la distance du chantier au domicile de l'entreprise, la distance du chantier aux décharges publiques, etc..

Et dans le cas de travaux à réaliser dans des bâtiments existants, de pratiquer tous les sondages nécessaires à la reconnaissance d'infrastructures et superstructures à renforcer, transformer, démolir etc... et d'effectuer tous les relevés permettant une étude précise de l'offre forfaitaire.

Les plans, dessins, photos et documents, de l'état des lieux inclus au dossier, ne constituent que des éléments d'information. Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre ne sauraient, en aucune manière, être mis en cause en raison des erreurs ou inexactitudes que ces documents pourraient contenir.

4.7. COMPTE PRORATA

L'entreprise **lot unique : Menuiseries extérieures bois** aura la charge de la gestion du compte prorata, à savoir les dépenses communes inhérentes au chantier en fonction des installations de chantier mises à dispositions des autres corps d'état et des dépenses en énergies et en eau.

Dès la phase préparatoire de chantier, le titulaire de la gestion du compte prorata devra mettre en place une convention avec les autres corps d'état, où seront définies les modalités de répartition des charges à supporter par chaque entrepreneur au prorata du montant de travaux de chaque lot comparé au montant global des marchés de travaux. Cette convention devra clairement spécifier la part des éventuels sous-traitants et leur nature d'investissement ou de fonctionnement.

La convention donne la liste, de manière exhaustive, des différentes natures de dépenses (d'investissement ou de consommation) ;

- organise à l'avance leur répartition ;
- prévoit la gestion et le règlement des dépenses qui doivent être réparties entre les entreprises.
- et lorsqu'il y a un lot VRD tiendra compte de l'article art. 14.2.7, lorsqu'il y a un lot VRD.

En fin de chantier, l'entrepreneur titulaire, établira un décompte par lot qui sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

La gestion de ce compte s'appuiera sur la norme Afnor NF P 03-001 et P 03-002 et l'application de l'article 14 et l'application des annexes A et B.

Les dépenses particulières inhérentes à un lot en particulier pourront être mises à la charge d'un lot déterminé que par une mention expresse, assortie d'une description, dans les documents particuliers du marché et dans la convention.

En aucun cas le maître de l'ouvrage ne sera responsable du compte prorata et de sa gestion.

5. ORGANISATION DES ETUDES

5.1. ETUDES PREPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS

Après la signature du marché, durant la période de préparation, chaque entreprise doit établir et soumettre au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle Technique, toutes les études spéciales, ainsi que les plans d'exécution et les détails de mise en œuvre nécessaires à la bonne marche des travaux.

Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, seront soumis au moins vingt jours avant mise en exécution, les incidences de non-respect de cette règle seront à la charge de l'Entreprise.

5.2. COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS

Les entreprises devront fournir, en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages de tous les corps d'états et dont l'exécution est liée à des sujétions communes tel que les niveaux d'arases et nus brut à respecter, emplacements et définition des surcharges spéciales, emplacement et encombrement des canalisations, caniveaux, puisards, tuyauteries ou gaines, dispositions et sujétions à prévoir.

5.3. PLANNING

Pendant la période de préparation, chaque Entreprise devra établir un planning détaillé, avec l'ensemble de ses délais de fabrication, d'approvisionnement et de pose, en fonction du planning TCE établi par le Maître d'œuvre, fixant le délai global de chaque phase dans les 15 jours calendaires suivant l'ordre de service numéro 1 engageant les travaux.

La durée prévue des travaux est **de 4,5 mois**.

Période de préparation (installation de chantier, commande matériaux, fournitures...) : **2 mois**,

Durée de réalisation des travaux : **6,5 mois maximum**

Les travaux se feront sur un terrain déjà bâti, occupé avec zones de chantier balisés.

Le déroulé et le planning d'intervention seront à réaliser avec l'entreprise adjudicatrice, le maître de l'ouvrage et la maîtrise d'œuvre dès la notification du marché.

5.4. CONTRAINTES LIEES AU SITE

-Intervention dans un site administratif : des clôtures de chantier seront mises en place afin d'éviter toute pénétration sur le chantier par des personnes non habilitées.

-Intervention sur des édifices occupés : une écoute particulière sera portée aux habitudes des occupants et à la gestion des nuisances occasionnées par le chantier.

- L'accès au site ne se fera que pour les livraisons et évacuation de la benne à déchets, aucun véhicule ne pourra stationner dans l'enceinte du site sauf autorisation expresse du maître de l'ouvrage.

-Nécessité de maintenir le site et les accès propres au quotidien.

5.5. PLANS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

En cas de contradictions entre deux plans, le choix appartient au Maître d'œuvre, le marché de l'entreprise étant réputé avoir inclus la solution la plus onéreuse.

Il est entendu que les détails de construction indiqués aux plans du Maître d'œuvre laissent toute liberté aux constructeurs quant aux dimensions et aux sections des différentes parties des ouvrages.

Les entreprises ont donc toutes les responsabilités de leurs travaux. Les modifications éventuelles proposées par les entreprises devront toutefois recevoir l'agrément du Maître d'œuvre et sont réputées incluses dans l'offre.

Liste des plans fournis à l'appel d'offre :

Liste des plans architectes :

N° de planche :

00 DCE T3 Plan de situation, de cadastre et photos du site,

01 DCE T3 Plan du RDC de repérage des façades, 1/300°,

02 DCET3 Plan du R+1 de repérage, 1/300°,

03 DCE T3 Façade Nord intérieur, 1/200°,

04 DCE T3 Façade Sud sur Parc, 1/250°,

05 DCE T3 façade Ouest, 1/150°,

Liste des plans BET : SO

-

5.6. PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)

Les plans d'exécutions des ouvrages seront réalisés par chaque Entreprise pour ses ouvrages.

Chaque entreprise établira une liste prévisionnelle de plans d'exécution dans les **15** jours calendaires suivant l'ordre de service numéro 1 engageant les travaux.

Synthèse : Maîtrise d'œuvre et cellule scientifique.

5.7. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)

Chaque entreprise devra, dans un délai d'une semaine, à compter de la réception, fournir leurs D.O.E. en :

-Nombre d'exemplaires : selon CCAP établi par le maître d'ouvrage, 4 exemplaires papier et CD informatique.

Constitution des dossiers :

- Documents graphiques : Plans d'exécutions définitifs, détails, photos des réseaux avant recouvrement pour les lots techniques.
- Documents techniques : Fiches techniques des matériaux et notice d'entretien, notes de Calculs, Procès Verbaux.

5.8. GRAVOIS - NETTOYAGE

Tous les déblais, déchets et gravois provenant des travaux des différents lots seront évacués dans un centre de tri agréé par chaque titulaire.

Il est rappelé à chaque entrepreneur de veiller à ce qu'aucun dégât ou salissure quelconque ne soit fait aux ouvrages existants et conservés.

6. ORGANISATION DU CHANTIER**6.1. PLANS D'ORGANISATION DU CHANTIER**

Durant la période de préparation, l'entreprise titulaire du **lot unique : Menuiseries extérieures bois** a, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier, en liaison avec l'O.P.C. et / ou le C.S.P.S.

Les informations nécessaires au **lot unique : Menuiseries extérieures bois** pour le plan d'installation de chantier devront être établies dans les **dix** jours calendaires soit :

- Surface de stockage de matériel,
- Surface d'Atelier / Magasin,
- Nombre de bungalows (vestiaires, sanitaires, bureaux, réfectoire),
- Besoins électriques,
- Besoins en eau,
- Autre (Besoins pour livraison spécifique, etc...).

Ce plan est établi en accord avec les différents corps d'état devant intervenir sur le chantier et devra être approuvé par la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Un plan d'organisation de chantier sera à produire par le **lot unique : Menuiseries extérieures bois**.

6.2. PREPARATION ET SECURITE

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du Lot Principal devra dresser un programme d'exécution assortie du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires : baraquements, parcs à ferraille et à matériaux, appareils de levage, branchements d'eau et d'électricité, sanitaires, etc....

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire et sous-traitant) doit rédiger dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de son marché et avant de démarrer toute intervention sur le chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.).

En cas de non remise de ce document, elle se verra interdire toute intervention sur le site.

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235.3 du Code de Travail introduit par la loi 1106 du 6 Décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres conformes à l'article 238.31 Section 5 de l'article 1 du décret 94.1159.

En cas de non-respect de ces dispositions, l'entrepreneur s'expose aux sanctions pénales prévues par la loi.

Le Plan d'Installation du Chantier, partie intégrante du P.P.S.P.S., sera soumis au visa du Coordonnateur S.P.S. dans un délai de **15 jours (quinze jours)** suivant la notification du marché.

Les prescriptions visant l'hygiène et la sécurité du chantier s'appliquent à chaque entrepreneur.

Chaque entreprise devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, souliers renforcés, baudriers anti-chutes, etc...)

En cas de défaut, le Coordonnateur S.P.S. peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'ils estimerait indispensable, aux frais de l'entreprise responsable, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

En cas d'arrêt momentané du chantier, suite à contrôle négatif de l'Inspection du Travail ou de la Protection Civile, l'entreprise responsable se verra appliquer les pénalités de retard prévues au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières).

L'installation électrique de chantier et sa mise en service fera l'objet d'une vérification réglementaire et son état sera contrôlé périodiquement par un responsable nommé désigné par l'Entreprise du **lot unique : Menuiseries extérieures bois**.

Chaque entrepreneur devra tenir compte, pour l'exécution de ses travaux, des règlements de Sécurité Incendie et suivre, à ses frais, les prescriptions des textes en vigueur ou du Bureau de Contrôle.

6.3. SECURITE SANITAIRE ET PANDEMIES

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est responsable de la sécurité sanitaire sur le chantier et ses abords immédiats et des directives en vigueur au moment du chantier et/ou pendant son déroulement.

Il est recommandé aux entreprises de tenir compte, également des prescriptions émises par l'O.P.P.B.T.P et en particulier le Guide GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19 version du 02/04/2020 et ses mises à jour sur le site du Ministère du Travail et le site de l'OPPBTP : <https://www.preventionbtp.fr/> .

Prescriptions générales à adapter avec le maître de l'ouvrage, le CSPS et la maîtrise d'œuvre, liste non exhaustive :

Exigences préalables :

- S'assurer tout au long de la réunion de concertation que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et respecter dans la durée les mesures retenues
- L'organisation proposée vise à limiter autant que faire se peut la coactivité et préciser les conditions de respect des mesures sanitaires
- En période de forte activité des services de secours, il pourra être utile de vérifier leur disponibilité en consultant les sites internet des préfectures
- La possibilité de se laver les mains avec l'accès à un point d'eau et du savon liquide est une condition incontournable pour autoriser l'activité

Points de vigilance particuliers dans l'organisation du chantier:

La date de redémarrage du chantier doit tenir compte notamment :

- De la mise en place de l'organisation et des préconisations précédemment décrites dans leur intégralité
- Du temps nécessaire à la mise à jour du PGC ainsi que celle des PPSPS et de leur harmonisation
- De la date de la réunion du CISSCT pour les opérations de niveau 1

Les entreprises doivent respecter strictement les préconisations des mesures arrêtées lors de la réunion de concertation pendant toute la période de leur application et du confinement décidée par les autorités et, à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité.

Principaux points à aborder en phase préparatoire :

Accès chantier : Affectation de la sécurisation des clôtures, des barrières et vérification de la fixation des dispositifs de maintien en cas d'absence du lot chargé de sa mise en place et de son entretien
Référent Covid -19 ou autre pandémie de l'entreprise du présent lot: Indication des personnes physiques + coordonnées téléphoniques
Consignes Covid 19 Gestes barrières à détailler dans le PPSPS
Affichage règles sanitaires: Lister les endroits concernés par un affichage Liste des affiches : voir la documentation OPPBTP
Utilisation de la base vie: L'organisation de l'utilisation de la base doit être confiée aux référents Covid 19 désignés en liaison avec la Maîtrise d'œuvre et les chefs d'entreprises
Consommables pour la base vie: En confier la gestion aux référents Covid 19 désignés des entreprises (planning journalier),
Nettoyage de la base vie: A charge des entreprises lors des quarts d'heures sécurité par exemple A inscrire dans les PPSPS: En confier la gestion aux référents Covid 19 désignés des entreprises (planning journalier),
Véhicules et engins de chantier: Rappeler les règles que dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins.: A charge des entreprises lors des quarts d'heures sécurité par exemple A inscrire dans les PPSPS
Planning de l'opération et gestion de la coactivité: Fréquence de mise à jour en liaison avec l'évolution de la situation et des effectifs prévisionnels du chantier A charge du Maître d'œuvre, OPC et des entreprises et les Modes opératoires particuliers sont à détailler dans les PPSPS
Surfaces de contact: En confier la gestion aux référents Covid 19 désignés des entreprises (planning journalier),
Stockage Livraisons: Interdire les bases vie dans les lieux de stockage fermé dans les bâtiments source de création de lieu de rassemblement des salariés, réaliser les chargements et déchargements de camions par une seule personne en s'assurant de la mise à disposition de moyens mécaniques : A intégrer dans les PPSPS et en informer les livreurs.
DHOL: Mettre à jour le DHOL en organisant le séquençage des livraisons en limitant les flux de façon à limiter tout contact physiques entre salariés, Intégrer un homme trafic avec un kit de protection pour les chauffeurs livreurs: A intégrer dans les PPSPS.
Moyens communs: Compléter les points d'accès aux échafaudages et veiller si possible à affecter un accès privilégié par entreprise. Suivant complexité du chantier.
Protections collectives: Assurer l'entretien et la mise en œuvre des protections collectives.
Secouristes: Compléter les trousse de secours de kit d'intervention de première urgence (masques, combinaison jetable, gants latex), Préparer avec les référents Covid 19 les modes opératoires d'accueil des secours pour éviter les regroupements de personne et ne pas contaminer les secouristes. A intégrer dans les PPSPS

Site occupé: L'accès aux zones de l'établissement en activité est interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, itinéraires, zones interdites, matérialisation des zones dangereuses, accompagnement, consignes, etc.... Valider avec le chef d'établissement les conditions préalables à la poursuite et/ou réalisation des travaux en respectant les consignes sanitaires à mettre en œuvre.

6.4. DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX

L'entreprise du **lot unique: Menuiseries extérieures bois** sera à ce titre chargée de l'organisation du chantier et sont tenues, avant tout travaux, d'adresser leurs déclarations d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (Télécom, G.D.F., E.D.F., Service des Eaux, S.N.C.F., etc ...).

6.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le type d'installation sera recalée par les utilisateurs compte-tenu de la sensibilité du site.

Pour les besoins du chantier : des locaux d'hygiène réglementaires de surface suffisante en fonction des effectifs, suivant réglementation en vigueur.

Pour les besoins de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre : les bureaux de chantier, une salle de réunion pour 15 personnes avec tables, sièges, éclairage, chauffage ou locaux mis à disposition par le maître de l'ouvrage.

L'entreprise titulaire du **lot unique : Menuiseries extérieures bois** devra prévoir tous les raccordements nécessaires et devra effectuer l'entretien et le nettoyage hebdomadaire de l'ensemble des bureaux.

L'entreprise titulaire du **lot unique : Menuiseries extérieures bois** devra prévoir toutes les remises en état des terrains extérieurs.

Chaque entreprise évacuera ses propres gravois et devra le nettoyage des lieux après chaque intervention.

6.6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Le jour et l'heure des rendez-vous de chantier hebdomadaires seront fixés par le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'Ouvrage et l'entreprise.

Les entreprises devront être présentes selon convocation à chaque réunion (chantier et planning) pendant toute la période du chantier. Des pénalités pourront être appliquées en cas d'absence et/ou de retards injustifiés ou non excusés.

6.7. PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise du **lot unique : Menuiseries extérieures bois** devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier comportant le nom, l'adresse et le téléphone des maîtrises d'Ouvrages, d'œuvre et des entreprises, références du permis de construire, surface du terrain, éventuels logo et/ou perspective.

6.8. PRECHAUFFAGE DES LOCAUX : Sans objet

~~Le préchauffage éventuel des locaux, permettant le séchage des supports, l'exécution des travaux des travaux de finitions (plafonds suspendus, peinture, sols collés etc...), sera inclus au marché du titulaire du **lot : sans objet**. Ce dernier devra la fourniture du fluide chauffant, la force motrice électrique nécessaire au fonctionnement des installations, tous branchements ou installations provisoires rendus indispensables par les conditions de réalisations et les assurances nécessaires.~~

~~Les dépenses de consommations seront affectées au compte inter-entreprise.~~

6.9. GARDIENNAGE

Toutes les entreprises sont responsables des locaux dont elles ont la charge tant que locataires de l'ouvrage et ce jusqu'à la réception de chantier.

6.10. RESERVATION - SCELLEMENT

Toutes trémies, trous, et feuillures à réserver à la construction devront être exécutés par l'entreprise du lot : **chaque entreprise adjudicatrice**. Si les renseignements sont fournis en retard au gros œuvre, l'entrepreneur du lot défaillant aura à sa charge l'incidence financière de l'intervention.

Tous les scellements seront effectués avec le plus grand soin par chaque lot intéressé.

D'une manière générale, chaque entreprise aura à sa charge tous les percements, scellements et calfeutrements ainsi que tous les rebouchages, qui sont le fait de ses propres travaux ou de l'implantation de son propre matériel.

Les rebouchages seront exécutés par chaque entreprise et regarnis dans le matériau d'origine, y compris tous raccords de finition, ciment, plâtre, enduit garnissant, peinture etc... s'ils sont exécutés "après coup" pour une cause dépendant de l'entrepreneur.

Sauf spécifications contraires dans les CCTP, chaque entreprise doit assurer le parfait raccordement de ses ouvrages avec le support livré par un autre corps d'état chargé de la finition (couvre-joints, caches fixations, éléments de rattrapage, etc..).

6.11. CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX

L'entrepreneur devra vérifier sous son entière responsabilité les documents, dessins et renseignements divers qui lui seront communiqués.

Il devra consulter l'ensemble du dossier de tous les corps d'états et ne pourra pas invoquer l'ignorance de son contenu.

Il s'est rendu compte sur place des difficultés d'exécution et déclare accepter les sujétions dues au travail simultané avec des ouvriers d'autres corps d'état.

L'entrepreneur doit livrer une installation complète en ordre de marche. Aucune solution de continuité entre deux lots de travaux ne pourra donner lieu à plus-value.

6.12. EXIGENCES DU SITE

Protection des ouvrages existants :

L'entreprise adjudicataire devra, pendant l'exécution des travaux, protéger efficacement et maintenir en parfait état les locaux et accès intérieurs ou extérieurs des bâtiments.

L'entrepreneur devra prévoir la protection de tous les ouvrages que l'exécution de ses travaux et le transport de ses matériaux ou matériels pourraient détériorer (revêtement de sol, façade, couverture, mobilier, locaux voisins du chantier...).

Dispositions à prendre pour les égouts existants, caniveaux techniques enterrés, réseaux aériens, bordures, bouches à clé, bornes incendie...

Mesures accompagnatrices :

-Fermeture du chantier : les entreprises doivent fermer le chantier à clef chaque soir. Les entreprises sont responsables du clos et couvert (bâchage efficace) et en particulier de la bonne fermeture (porte, fenêtre, etc...)

-Propreté : le chantier et ses accès seront propres et non encombrés. Les déchets et les gravats seront évacués au fur et à mesure. Il est interdit d'utiliser le ramassage des ordures.

-Nettoyage du chantier : les installations ou locaux seront remis aux utilisateurs parfaitement propres. En cours et tout le long du chantier, en fin de semaine, chaque entreprise devra mettre à disposition une personne pour procéder aux nettoyages nécessaires du chantier (balayage, évacuation) jusqu'aux bennes mises à disposition. En cas de non-respect de ces consignes, sur simple demande du Maître d'œuvre tous les nettoyages imparfaits seront exécutés par l'entreprise du Lot Principal aux frais des entreprises présentes sur le chantier ou par une entreprise extérieure.

7. NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS

Les ouvrages à réaliser pour l'exécution du projet devront respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant la construction

En aucun cas les entreprises adjudicataires ne pourront se soustraire aux obligations contenues dans les documents ci-après. L'offre de prix sera toujours réputée avoir été produite compte tenu de toutes ces prescriptions.

7.1. D.T.U.

L'ensemble des documents techniques unifiés, établis par le groupe de coordination des textes techniques et édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, sont imposés à l'entrepreneur comme contractuels et font partie intégrante du marché sans pour autant devoir y être joints.

Il est précisé que c'est bien l'ensemble des D.T.U., homologués par le C.S.T.B., qui seront ainsi rendus contractuels que ces cahiers aient été ou non déclarés obligatoires par décret ministériel.

7.2. NORMES AFNOR – REEF

Tous les matériaux utilisés par l'entrepreneur devront être conformes aux spécifications des normes AFNOR et leur emballage devra, le cas échéant, porter mention apparente de la norme de référence.

7.2.1. AGREMENT C.S.T.B.

Les matériaux préfabriqués ou usinés, entrant dans la composition des ouvrages à exécuter, devront posséder l'agrément du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (label C.S.T.B.)

Il pourra exceptionnellement, et sur références spéciales, être employé des matériaux faisant l'objet de l'agrément provisoire du C.S.T.B. à condition de produire un rapport favorable du Centre.

7.2.2. AGREMENT PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Malgré la régularité des matériaux employés au regard des normes et agréments imposés, chaque matériau devra au préalable être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

A cet effet l'entrepreneur sera tenu de présenter par nature d'ouvrage la nomenclature des matériaux proposés avec leur nature et marque de référence et d'en déposer un échantillonnage au bureau de chantier.

Aucun équipement ou matériau de qualité inférieure à celui retenu ne pourra être accepté ultérieurement sauf motivation spéciale et notamment dans le cas de matériau nouvellement agréé.

Les méthodes de mise en œuvre devront également faire l'objet de l'agrément du Maître d'œuvre lorsqu'elles feront appel à une technique nouvelle s'écartant des règles de l'art habituelles.

L'entreprise ne pourra prétendre à aucune modification du montant de son offre en cas de refus de sa proposition de matériau ou de mise en œuvre ou de choix différent

Le Maître d'œuvre aura le droit de faire détruire tout ou partie d'ouvrage exécuté avec des matériaux ou de manière non-conformes.

7.2.3. REFERENCE DES PRODUITS

Les marques des produits ne sont pas indiquées dans le présent CCTP.

Les entreprises pourront proposer des marques ou type de produits à condition que le produit préconisé soit techniquement et visuellement adéquat dans son classement, forme, texture, gamme de couleurs, etc...

Le choix définitif appartiendra conjointement au Maître d'Ouvrage et à la maîtrise d'œuvre.

7.2.4. TOLERANCE

Les tolérances dimensionnelles Tous Corps d'Etat seront celles définies par les normes et DTU sans qu'il soit besoin d'y faire référence dans la description du CCTP.

7.2.5. BUREAU DE CONTROLE

Les entreprises devront impérativement tenir compte du rapport communiqué avant le début du chantier ainsi que de toutes les observations formulées en cours de travaux par le Bureau de Contrôle.

8. RECEPTION DE L'OPERATION

8.1. EVACUATION GENERALE

Dès achèvement des travaux de tous les corps d'état, l'entreprise du lot principal devra la remise en état de toutes les parties détériorées pendant la durée des travaux : voies d'accès, clôtures, plantations, terrains, etc..., qu'elles soient propriété du Maître de l'Ouvrage ou de tiers.

L'entreprise devra également la démolition des zones de fabrication des bétons et mortiers, voies provisoires de chantier, voies de grues, etc..., ainsi qu'un nivelage général et l'enlèvement et transport aux décharges publiques de tous les décombres, gravais, terres en excès, etc...

8.2. RECEPTION

Dispositions générales selon norme en vigueur :

- Demande de réception,
- Visite de réception,

- Procès Verbal,
- Entrée en possession par le Maître de l'ouvrage,
- Réception avec réserves,
- Année de parfait achèvement et garanties.

9. FDES : FICHES DE DECLARATION ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES

Tous les corps d'état concernés par le chantier devront produire, pendant la phase préparatoire, les fiches FDES des matériaux qu'elles comptent mettre en œuvre. Ces fiches seront soumises à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle. Site internet : <https://www.inies.fr/>

Les Fiches de Déclarations Environnementales et Sanitaires (FDES) permettent par une étude détaillée (selon la norme NF P01-010) de réaliser un bilan environnemental des matériaux de construction pouvant être utilisé dans un projet. Ceci dans le but de minimiser les impacts sur l'environnement et la santé.

Les FDES sont des fiches établies par les fabricants de produits de construction permettant d'avoir une évaluation technique de ces produits selon la norme NF P01-010.

Pour établir ces FDES, un bilan environnemental des produits est établi par une analyse du cycle de vie des produits.

L'analyse du cycle de vie (ou ACV) permet de transformer des flux en impacts environnementaux quantifiés.

Le cycle de vie d'un produit est composé des phases suivantes :

- 1. Production** : comprend la fabrication du produit mais aussi l'extraction, la préparation et le transport des matières premières nécessaires à la fabrication du produit, cette étape s'arrête à la sortie du produit de l'usine,
- 2. Transport** : comprend le transport du produit de l'usine de production jusqu'au chantier où il sera utilisé.
- 3. Mise en œuvre** : consiste en la mise en place du produit dans un ouvrage. Le transport des déchets de mise en œuvre (chutes de découpe, consommables...) est également pris en compte.
- 4. Vie en œuvre** : phase pendant laquelle le produit assure sa fonction dans le bâtiment. Durant la vie en œuvre, le produit peut faire l'objet d'entretien, de maintenance, de remplacement partiel pris en compte dans le bilan environnemental.
- 5. Fin de vie** : consiste en la dépose du produit lors d'une opération de démolition, réhabilitation ou entretien. Le transport des déchets liés à cette étape jusqu'à un site de valorisation ou d'élimination est pris en compte.

Ces fiches devront clairement indiquer, les critères d'analyse du cycle de vie et permettre d'obtenir des indicateurs d'impacts environnementaux, base de comparaison des produits :

- Consommation de ressources énergétiques (en kg ou MJ),
- Epuisement des ressources (en kg d'antimoine équivalent),
- Consommation d'eau (en L),
- Déchets solides (en kg),
- Changement climatique (en kg équivalent CO₂),
- Acidification atmosphérique (en kg équivalent SO₂),
- Pollution de l'air (en m³ d'air nécessaire à diluer les produits),
- Pollution de l'eau (en m³ d'eau nécessaire à diluer les produits),
- Destruction de la couche d'ozone stratosphérique (en kg équivalent CFC11),
- Formation d'ozone photochimique (en kg équivalent éthylène (C₂H₂)),
- Modification de la biodiversité (supprimé car non quantifiable),

Ces fiches devront également indiquer, entre autres :

Pour la qualité de l'air intérieur :

- Emission de COV (composé organique volatil) et formaldéhyde,
- Comportement des matériaux face à la croissance fongique et bactérienne,
- Émissions radioactives naturelles des produits de construction,
- Emissions de fibres et particules),
- Confort olfactif.

LU ET ACCEPTE

DATE

SIGNATURE DE L'ENTREPRISE